

Question de Daniel Senesael à Rudy Demotte Ministre Président de la Wallonie

Objet : Mission économique en Afrique du Sud

Monsieur le Ministre-Président, chers collègues, il y a quelques jours vous étiez en mission princière et vous vous êtes rendu dans deux provinces phares économiquement : Johannesburg et Cap Town.

La presse en a largement fait écho, l'enjeu de cette mission était important pour la Wallonie puisque ce séjour devait permettre de contribuer au renforcement des liens avec le secteur économique d'une part, et le monde académique sud-africain d'autre part. Il nous permettrait d'ouvrir des portes à nos entreprises et à nos universités et de surcroît de renforcer des secteurs de première importance pour la Wallonie tels que les services logistiques, les énergies renouvelables, le traitement des eaux et des déchets ou encore, les équipements et services pour les projets d'infrastructures publiques.

Vous avez pu rencontrer sur place notamment le Fonds de la Recherche scientifique FNRS et son homologue sud-africain, la National Research Foundation, mais également la présidente du programme de parrainage, Suiza Nani dont l'objectif est de permettre à de jeunes élèves de cinq écoles du Township Alexandra d'accéder à l'université.

En compagnie de la Princesse Astrid, vous avez également participé à la cérémonie de signatures de contrats d'entreprises belges avec des sociétés sud-africaines et parmi celles-ci trois entreprises wallonnes ont signé un contrat : AMB et Écosteryl à Mons, pour le traitement des déchets médicaux ; Sopura à Courcelles, pour les produits de nettoyage industriel, et Westinghouse Electric Company à Nivelles, pour les combustibles nucléaires.

Que reprenez-vous de cette mission ? A-t-elle permis de rencontrer les objectifs escomptés ? Quelle suite comptez-vous accorder aux contacts noués sur place et aux discussions que vous avez pu tenir avec vos homologues sud-africains ?

Réponse de Rudy Demotte, Ministre-Président

Monsieur le Député, je sais que souvent quand un parlementaire de la majorité pose une question à un ministre de la majorité, d'autant plus quand il est de la même région, il y a une suspicion de complaisance, mais je m'en réjouirais si c'était le cas parce que ce thème j'avais envie de le porter devant cette commission.

D'abord, parce que nous avons été trop longtemps absents ou insuffisamment présents en Afrique du Sud, pour des raisons historiques qui étaient justifiées. C'était l'évolution de ce régime épouvantable dont j'ai pu me rendre compte à l'époque, qui était une évolution dégénérative avec tous les atours de ce que sont les régimes racistes – pour ne pas utiliser un autre mot – sinon même davantage. Ce recul des entités francophones par rapport à l'Afrique du Sud était lié à ce contexte, mais aussi à l'usage de la langue. Nous n'avions pas, à l'inverse de nos amis et compatriotes flamands, pas de véhicule linguistique qui nous permettait parfois d'essayer d'appréhender les problèmes et de dire que nous restions présents sur le terrain, malgré les difficultés, pour maintenir les liens nécessaires à défendre ceux qui étaient les promoteurs de la démocratie. C'est une note préangulaire qui, vous allez le voir dans les faits, se traduit aujourd'hui par une remise du pied à l'étrier.

En ce qui concerne la participation des entreprises : 25 % du PIB de l'Afrique, c'est l'Afrique du Sud et l'Afrique du Nord dont vous connaissez l'état - pas égalitaire - du

développement, mais quand même très au-dessus de ce que l'on connaît comme développement dans beaucoup de pays d'Afrique.

L'Afrique de l'Est est relativement en bonne santé, car elle connaît quelques économies – je dis relativement, car on ne peut pas comparer des choses incomparables – ou encore, certains autres pays d'Afrique du Centre-Est. Voyez comment le Rwanda s'est redéployé aujourd'hui, et plus clairement encore des pays comme le Nigeria avec ses capacités et ses ressources naturelles.

Quand on fait 25 % de l'ensemble du continent, en PIB, c'est tout sauf négligeable. C'est d'ailleurs la 26e nation industrielle du monde à ce jour. Les entreprises wallonnes sont à peu près au double de ce qu'elles étaient en 2006. Je m'en réjouis.

Je m'en réjouis, mais je ne m'en satisfais pas, parce que le double de peu, ce n'est pas encore le nirvana. Au total, les secteurs qui étaient représentés – construction, high-tech, télécom, équipement industriel, design, énergie, environnement – étaient quand même des secteurs importants pour la Wallonie. Sous cet angle, il a matière à satisfaction. Avec M. le Ministre Marcourt, on a pu voir que les universités moteurs étaient là. Nous avons les quatre grandes universités complètes – l'ULB, l'UCL, l'ULg, l'UMons – et une vingtaine de professeurs présents sur place. Par rapport aux universités flamandes, qui sont déjà très présentes en Afrique du Sud, c'était une façon de témoigner enfin d'un intérêt sur le plan académique également, ce qui était le cas.

En ce qui concerne les liens avec les entreprises en Afrique du Sud, que peut-on dire concrètement ? AMB Ecostéryl, société localisée dans la région de Mons, active dans le traitement des déchets médicaux, était là pour des contrats. Sopura, qui est une société de Courcelles active dans la fabrication de produits de nettoyage industriel était là dans le même esprit, et Westinghouse Electric Company qui est située à Nivelles et qui opère dans la conception et l'assemblage de combustibles nucléaires étaient également présentes.

Toutes ces sociétés-là ont effectivement pu prendre des liens économiques utiles. J'ajouterais que nous avons mis à l'honneur un personnage qui a été une figure du mouvement sud africain et donc de la lutte contre l'apartheid, mais qui est devenu un des tout grands opérateurs industriels à l'échelle mondiale. Pour vous donner une idée, le nombre d'employés de son groupe économique industriel actuel est de 106 000 personnes. C'est vraiment un groupe qui pèse lourd.

La Wallonie a ainsi mis à l'honneur M. Ramaphosa, président du groupe Bidvest et propriétaire de Deli XL, notamment, chez nous. Pour la région du sud Hainaut, la Thudinie et son rayonnement sur le nord de la Province de Namur, c'est 390 emplois. Les liens ne sont peut-être pas au niveau attendu, mais en même temps ils sont déjà assez présents.

Quelles sont les universités qui ont signé les mémorandums of understanding les plus marquants ?

Tout d'abord, l'UCL a signé un mémorandum avec l'université de Stellenbosch, qui est la deuxième université Sud Africaine. Il y a aussi un autre accord entre l'UCL et l'African Institute of Mathematical Sciences. Enfin, il y a un mémorandum entre le FNRS et son homologue sud-africain le National Research foundation qui va d'abord viser à échanger des boursiers pour ensuite toucher à d'autres secteurs. Enfin il y a un mémorandum qui porte cette fois-ci sur le réseau liaison interentreprises universités et le réseau de l'association sud africaine de transfert de technologies des universités, le SARIMA qui concerne cette fois-ci la commercialisation de la recherche.

On ne sort pas les mains vides de ces contacts et tous les débriefings qui ont été faits sont favorables.

On a parlé de l'ONG Sizanani ; je voudrais en parler un petit instant parce que c'est justement un des points qui nous donne un ancrage en Afrique du Sud. L'Afrique du Sud n'a pas seulement besoin aujourd'hui de collaborations économiques, elle n'a pas seulement besoin d'accords avec nos académies et nos universités, il lui faut aussi des témoignages de soutien de projets sociaux.

Vous connaissez tous la problématique des townships en Afrique du Sud. Il y a une ASBL qui s'occupe de donner une chance aux jeunes issus de ces quartiers difficiles – il y a encore des zones de ces quartiers qui sont de véritables bidonvilles, on voit des tôles à perte de vue qui abritent des familles.

Progressivement on les relogé, mais les enfants qui sont issus de ces quartiers sont les vecteurs de la promotion sociale. Si parfois des enfants de belle qualité intellectuelle sont dans des réseaux scolaires secondaires et se débrouillent bien, cela ne veut pas dire pour autant que ces enfants peuvent accéder à l'université. Les prix des droits d'entrée, le suivi, tout cela coûte très cher et donc l'idée a été d'aider cette structure Sizanani pour permettre aux jeunes, les meilleurs d'entre eux, d'accéder aux universités.

Cette mission de quelques jours a montré qu'à la fois sur l'université, sur le plan économique et sur le plan des relations socioculturelles, les choses se sont bien passées et nous espérons que c'est un premier pas et que dans les mois et années à venir, tous ceux qui auront à exercer des responsabilités dans l'espace francophone ou en Wallonie, en tiendront compte.